

Xavier Botterman,  
*Histoire du mouvement communiste à Verviers (1919-1940),*  
Bruxelles, Éditions du CARCoB, 2009.



### **AVANT-PROPOS**

Il est des lieux dont il pourrait être pensé qu'ils ont été créés sinon pour la Révolution, au moins pour la révolte. Parmi eux, certains restent bien présents dans la mémoire collective, d'autres laissent des souvenirs qui s'effilochent au gré du renouvellement des générations.

Il en va ainsi de plusieurs de nos « petits pays » de Wallonie. Si dans la première catégorie que nous venons d'évoquer, règnent incontestablement des régions comme le Borinage, le Pays Noir ou la région de Liège-Seraing, d'autres se classent incontestablement dans la seconde, comme les pays de Tournai-Ath ou d'Ourthe-Amblève et leurs carrières, ceux de Huy ou de Dinant et leurs fonderies ; c'est aussi à cette seconde catégorie que se rattache le pays de Verviers et son industrie lainière.

C'est pourtant un sort injuste, que des historiens, notamment locaux, s'attachent à combattre. Ils mettent leur cœur à construire les outils qui permettront, aujourd'hui et demain, à ce passé de rester bien présent dans les mémoires.

Il en va ainsi du pays de Verviers, disions-nous. Sans remonter à la fin du Moyen âge et à un épisode bien (trop) connu des luttes entre Liège et la Bourgogne, la capitale du marquisat de Franchimont aura été marquée dès le début de la période contemporaine par plusieurs événements ou personnages que l'on pourrait qualifier d'emblématiques de cet esprit de révolte que nous évoquons ?

C'est bien de ce pays de Franchimont qui, dès le début août 1789, au Congrès de Polleur, et avant même le déclenchement de la Révolution liégeoise et la fuite du prince-évêque von Hoensbroeck, adopte une « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen pour le Franchimont », à l'instigation d'un Laurent François Dethier (1757 – 1843) ou d'un Jean Guillaume Brixhe (1758 – 1807) ; texte d'une audace démocratique que l'on ne retrouvera que quatre ans plus tard, dans la Déclaration des Droits et dans la Constitution françaises de l'an II.

C'est aussi dans ce pays de Franchimont que s'illustre le docteur Grégoire Joseph Chapuis (1761 – 1794), partisan du mariage civil, pionnier de la césarienne en nos contrées et créateur d'une « chambre des zélés », prototype d'école pour les ouvriers. Il meurt décapité, en 1794, victime de la réaction de la restauration épiscopale de 1793-1794. Quelques années plus tard, le pays de Liège est devenu l'une des parties constitutives de la jeune République française. Jean Joseph Fyon (1745-1816), général révolutionnaire né à Verviers, dont il fut bourgmestre, est impliqué dans la « conjuration des Égaux » de Gracchus Babeuf. En 18014, il sera l'un des républicains proscrits à la suite de l'attentat de la rue Saint-Nicaise perpétré contre le Premier Consul Bonaparte. Un peu plus d'un an auparavant, lors du coup d'État du 18-Brumaire, Dethier et Brixhe, députés jacobins (« anarchistes », disait-on à l'époque) au Conseil des Cinq-Cents, avaient fait partie des quelques parlementaires qui s'étaient déjà opposés à la prise du pouvoir par le futur Empereur Napoléon.

Deux régimes et trente années plus tard, Verviers n'a rien perdu de son ardeur révolutionnaire. C'est encore des représentants de cette Cité que partiront, au Congrès National de la Belgique (1830-1891), certains des discours et des propos les plus enflammés en faveur de la réunion de la jeune Belgique à la

France nouvelle, issue de la Révolution de Juillet. Pierre David (1771-1839), François Lardinois (1794-1855) et même, malgré son grand âge, le toujours aussi radical Laurent François Dethier seront parmi les principaux porte-parole de ce « parti français » pour qui 1799 ou 1815 n'ont jamais pu effacer la République et les promesses, notamment politiques et sociales, dont elle était porteuse.

L'ère du développement industriel et capitaliste s'ouvre alors, avec son cortège de succès en matières techniques et économiques. Verviers devient définitivement la capitale de l'industrie lainière dans le sud du Royaume. Des dynasties d'industriels s'installent et profitent à plein de l'essor technologique, du soutien du jeune État belge et des structures et parastuctures économiques ainsi que d'une main-d'œuvre abondante et corvéable à merci. Au temps du suffrage censitaire, ces industriels monopolisent les mandats électoraux au profit du Parti libéral, héritier du « parti français » au niveau philosophique.

La condition ouvrière ne cesse en même temps de se détériorer. Verviers, à nouveau, sera l'une des villes du pays wallon en pointe dans la révolte ouvrière. L'Association internationale des Travailleurs (AIT, ou Première Internationale), y a l'une de ses sections les plus vivantes. Des hommes comme Frédéric-Joseph Thiry (1843-1923) ou Pierre Fluche (1841-1909) illustrent cette épopée des premiers grands combats ouvriers dans la région. Plus tard, après la scission de l'AIT, Verviers devient l'une des terres de l'anarchisme, puis de l'anarcho-syndicalisme. C'est dans l'ancien chef-lieu du pays de Franchimont que se tient, en 1877, le 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale fédéraliste et antiautoritaire.

Puis vient l'heure du Parti Ouvrier Belge et de ses combats en faveur des droits ouvriers, du suffrage universel et de la république. Neuf ans à peine après sa fondation (1885), raflant la mise au Parti libéral, le Parti arrache la totalité des sièges de l'arrondissement à la Chambre. Jean Dauvister (1858-1937), Adolphe Gierkens (1855-1904), Jean Malempré (1859-1909) et Thomas Niezette (1857-1933) s'en vont représenter à Bruxelles le prolétariat verviétois. Le POB perd ses sièges, puis les regagne en partie (grâce à la représentation proportionnelle) lors des scrutins successifs avant 1914.

Survient le premier conflit mondial. Le POB se rallie à l'Union nationale et est même représenté au gouvernement à partir du 1916. Au sein du mouvement ouvrier, la révolte gronde contre ces reniements. La prise de pouvoir par les bolcheviks russes, en novembre 1917, marque le début de la fin pour l'unité des partis ouvriers. C'est alors que naissent, à la gauche du POB, divers groupes opposés à l'Union nationale et favorables au soutien à la Révolution russe.

À Verviers aussi, de pareils groupes se forment. Et c'est leur histoire que Monsieur Xavier Botterman, jeune historien verviétois, nous narre dans le présent ouvrage. De ces groupes va naître, en septembre 1921, le « Parti communiste de Belgique – Section Belge de l'Internationale Communiste ». Verviers sera encore « pionnière », puisque c'est dans cette ville – et à Bruxelles – que le tout récent parti (il n'a pas trois mois), présente ses premiers candidats à des élections législatives.

Xavier Botterman nous présente, dans les chapitres qui suivent, les diverses péripéties de la formation, puis de l'installation du nouveau Parti Communiste dans le paysage politique local et sa réelle implantation en milieu ouvrier. Une histoire faite de heurts successifs : 1923 et l'accusation de complot contre la sûreté de l'État ; 1928 et la scission trotskyste ; 1934 et la grande grève du textile verviétois ; 1936 et les grèves du Front populaire ; 1939 avec le pacte germano-soviétique et le second conflit mondial qui s'annonce.

L'auteur n'omet pas, au-delà du PCB, de nous présenter les organisations dont le parti se sert pour toucher et se rallier les « masses », à partir de thématiques spécifiques : les jeunes (Jeunesses

communistes), la solidarité (Secours Ouvrier International et Secours Rouge International), l'amitié internationaliste (Amis de l'Union Soviétique) et, par-dessus tout, le combat syndical (Opposition Syndicale Révolutionnaire). Phénomène assez exceptionnel pour être souligné, la Fédération verviétoise du PCB sera d'ailleurs l'une des rares à avoir sa propre assise syndicale. Les communistes sont quasiment dès le départ à la direction de la Fédération Libre des Ouvriers et Ouvrières du Peigné, qui rassemble presque 13% des ouvriers de cette branche pendant les grève de 1936<sup>1</sup>.

Au fil des pages, nous voyons revivre les militants et les luttes-dures le plus souvent – qu'ils eurent à mener. Deux d'entre ces militants, Joseph Leemans (1901 – 1976) et Constant Colin (1903 – 1945) sont même, à l'issue de ce récit, parmi les principaux dirigeants nationaux d'un Parti communiste qui a enfin (1936) atteint une taille respectable. Car, après de prometteurs débuts en 1932 (2 conseillers communaux à Verviers), la Fédération verviétoise fait élire son premier conseiller provincial en 1936 et voit le nombre de ses élus locaux grimper à 7 aux élections communales de 1938<sup>2</sup>.

L'on voit ainsi, à travers l'histoire du mouvement communiste à Verviers, comment ce petit bout de terre wallonne, à l'aube du second conflit mondial, reste entièrement porteur d'un idéal révolutionnaire que lui ont légué des générations successives d'héritiers depuis 1789.

Cette publication, issue du mémoire de licence que Monsieur Xavier Botterman a défendu en 1998 à l'Université de Liège, a été décidée par le Comité de lecture créé par le Conseil scientifique du CARCoB. Ce comité était composé de MM. José Gotovitch, professeur de l'Université, Jules Pirlot, professeur d'histoire, Claude Renard, ancien président du PC et ancien sénateur, et Milou Rikir, archiviste du centre. Après la somme consacrée à la Fédération bruxelloise du PCB avant et pendant la Seconde guerre mondiale<sup>3</sup>, voici une seconde fédération du PCB dont une partie du portrait se trouve enfin tracée. Une nouvelle pierre est de la sorte apportée à l'édifice de l'histoire du PCB et de ses variantes régionales et locales. Nous formons le vœu que d'autres chercheurs et historiens y trouvent de l'appétit pour se lancer et nous conter celle des autres fédérations du PCB.

**Milou Rikir**

---

<sup>1</sup> Éric GEERKENS, « Une rationalisation autoritaire dans l'industrie textile : Verviers, 1934 – 1936 », p. 9. In : [Association Internationale d'Histoire Économique. *Actes du XIIIe Congrès d'Histoire économique. Session 16.* Buenos-Aires, 22-26 juillet 2002]. Caption Internet : <http://eh.net/XIIICongress/cd/papers/16Geerkens458.pdf>, 20/01/2009.

<sup>2</sup> Et même 9, si l'on compte les deux conseillers affiliés à la future fédération d'Ourthe-Amblève, élus dans des communes du sud de l'arrondissement électoral (Stavelot, La Reid).

<sup>3</sup> José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles : Éd. Labor, 1992. (Archives du futur / Histoire), 609 p.